Olivier,

Tout d'abord désolé de ne t'avoir donné de nouvelles plus tôt mais un retrait permettait aussi bien de souffler un peu que de prendre du recul au sens propre et figuré du terme.
Comme tu l'as toi-même souligné, le temps était jusqu'à hier soir (remaniements ministériels enfin dévoilés !) non propice à une quelconque avancée de notre mouvement.
Le passage au TGI de Paris de trois de nos collègues biaise les discussions et les tentatives de mise à plat, désagréables mais pourtant nécessaires.
Point de vendetta personnelle ou de luttes intestines, nous sommes restés avec Damien fidèles à notre ligne directrice depuis le début, tout comme toi.
Si cela peut paraître ou apparaître hors de propos, il est pourtant indispensable pour la suite du combat que nous menons de travailler dans la confiance. Sans confiance point d'avancée possible.
Les gens ne l'ont pas compris mais n'y a-t-il pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre ?
Nous sommes bien conscients qu'il va malgré tout falloir aller de l'avant afin que la lutte continue mais ceci ne pourra se faire qu'à certaines conditions :

1. Nous devons savoir si l'ensemble des collectifs continue de nous considérer comme légitimes et nous accorde toujours leur confiance dans les informations transmises et certaines prises de positions. Nous n'avons jamais prétendu représenter les collectifs mais nous avons toujours travailler pour que les informations importantes soient transmises et relayer à un maximum d'IADE, qu'ils soient en lutte ou non.
2. Nous devons réorganiser les collectifs parisiens pour n'en faire qu'un seul avec une personne référente dépositaire de son équipe sur chaque établissement afin que les AG organisées soient réellement un reflet de notre profession en IDF.
3. Les OCP sont notre marque de fabrique, celles par qui nous sommes identifiables et identifiés, celles qui font que nous avons une couverture médiatique, celles qui prouvent que nous nous battons toujours, que nous n'avons pas renoncer à obtenir gain de cause sur nos légitimes revendications. On pourrait défiler en aube bleue avec cierge à la main sur un fond d'agnus dei distribué par la camionnette de la CGT et, une fois arrivé devant le ministère vendre des cake maison aux copains des compagnies républicaines en vue des interpellations futures pour tentatives d'empoisonnement sur dépositaire de l'ordre public. Un service d'ordre déguisé en Père Noël sera aussi de rigueur afin de limiter tout débordement qui serait de nature à nous faire passer pour ce que nous sommes : une profession en lutte condamnée par la déliquescence du système de santé français. Ne plus vouloir d'OCP pour mettre la pression sur notre ministère de tutelle est se tirer une balle dans le pied !!! Qu'elles doivent être plus structurées, mieux pensées et avec plans de secours : OUI. Nous voyons ici la nécessité d'un conseil IADE qui comprendrait une ou deux personnes par région et qui seraient dépositaires des IADE qu'elles représentent !!! Ce conseil pourrait du même coup faire des communiqués exprimant le positionnement de l'ensemble des collectifs. De l'officiel dans l'officieux afin de permettre de diminuer au maximum les prises de bec pour divergences de vues. Sans OCP, les ballades parisiennes se feront sans Damien et moi. Si j'avais voulu défiler, j'aurais passé le casting pour être un full monty !
4. Une nouvelle AG nationale paraît indispensable afin de nous réorganiser pour la suite du combat et surtout que chaque collectif puisse donner son avis et sa vision de la suite à donner ou pas. Les modérateurs ne devront pas être partie prenante et faire respecter les temps de parole afin d'assurer une équité entre tous.

5. Faut-il compléter cette AG par un questionnaire en amont afin d'avoir un support et un point de comparaison non négligeables ? Personnellement, nous pensons que oui !
6. Afin de respecter l'ensemble des IADE, pourquoi ne pas faire des élections pour la création du conseil IADE avec deux représentants par département et deux personnes chapeautant une région. Ceci pourrait se faire sur le principe d'un questionnaire type blouse blanche où les candidats enverraient leurs nom et département à Jemel (s'il est d'accord bien entendu). Le vote se ferait comme une réponse à une question à choix multiples. Resterait à définir une période pour voter et les personnes élues seront ainsi pleinement légitimes et ne souffriront d'aucune contestation possible. Ce système permettrait une fois en place d'avoir un reflet cohérent de la vox populi des IADE en France et un réseau de communication en toile d'araignée efficient. Une messagerie pour les personnes du conseil serait créée (où une section privée sur laryngo) afin de permettre une réelle réactivité dans l'urgence (comme l'article de Libération). Il va s'en dire qu'aucun document au nom des collectifs ne pourrait sortir sans l'aval de tous les représentants de ce conseil. Concertation et consensus assurés.
7. Un nouvel interlocuteur vient de nous être proposé, devons-nous aller lui rendre visite de suite ou plus tard ? Sous-entendu agissons-nous dans la précipitation ou est-ce que nous devons nous préparer ? Pour notre part, nous pensons que les collectifs doivent se réorganiser et que tant que le cas de nos trois collègues ne sera pas réglé, il restera difficile de mobiliser surtout à l'approche de Noël. Pourquoi l'intersyndicale ne demanderait pas un rendez-vous en bon et due forme afin de savoir à quoi nous devons nous attendre ? Si une rencontre a lieu, elle nous permettra de mieux appréhender la tendance de ce nouveau gouvernement (nous ne croyons plus au Père Noël…) et surtout de préparer nos modes d'actions en fonction, de manière plus affinée.
8. Il nous reste une cartouche à jouer en travail de fond qui est le droit d'option. Certains nous ont demandé de travailler sur une version vulgarisée (sur la base du travail de Kamal) afin que chaque IADE de France comprenne bien les tenants et les aboutissants. Refuser majoritairement le droit d'option serait un sérieux revers pour notre ministère (d'où l'intérêt d'un nouveau questionnaire) ! Car si beaucoup sont informés, il en reste encore pour penser que l'on va vraiment nous augmenter si l'on choisit de perdre notre catégorie active.
9. Il conviendrait pour l'intersyndicale d'assurer une complète transparence des fonds reçus au fur et à mesure sur un topic spécifique sur la Sofia et Laryngo afin de couper court à toute interrogation mal placée quant au devenir du fond de soutien. Cela permettrait aussi de maintenir l'actualité sur nos trois collègues sous le coup d'une justice d'intimidation et de rappeler que même si le temps passe, la profession les soutient toujours.
10. Nous devons maintenant être capables de recommencer à travailler de concert en parallèle de la défense de nos trois collègues pour repartir au plus vite quand cela sera effectivement nécessaire. Faut-il attendre la finalisation de la masterisation et la véracité de cette fumeuse prime de 120 euros ? A nous de décider !!! La préparation est indispensable et commence aujourd'hui. Si l'injustice est avérée et l'exemple recherché, la victimisation doit s'arrêter sous peine de voir tous nos efforts anéantis en réalisant ce que le ministère nous a préparé et imposé. IADE si tu ne rentres pas dans le rang et que tu ne deviens pas un gentil manifestant, ton tour viendra….réfuter nos méthodes de manifester, c'est faire le jeu du ministère et lui prouver qu'il n'a plus à avoir peur de nous. Maintenant, l'organisation encore une fois doit être potentialisée et concertée. Là encore toute la nécessité d'un conseil IADE inter-régions et d'une AG afin d'établir de nouvelles lignes directrices (même si la plate-forme revendicative reste inchangée puisque non satisfaite).

11. Que tout le monde crie à l’unité tant mieux mais dans la réalité, il existe une succession d’actes qui, mis bout à bout, concourent à renforcer ou affaiblir cette dite unité ! Que les désaccords inquiètent, ennuient, saoulent, emmerdent, peut-être mais ils sont pourtant un mal nécessaire pour arriver à un consensus représentatif de la pluralité d’IADE qui sont actifs dans ce mouvement. Les joutes verbales et les oppositions ne témoignent pas de querelles insipides mais bel et bien de divergences existantes. Si nos différences et nos avis multiples sont une force, ils peuvent devenir une énorme faiblesse si aucun consensus n'est trouvé. Dans le cas présent, l'Unité ne vaut que si elle est partagée par tous et que tout le monde agit dans le même sens et pour un seul et unique but : la défense de notre profession. L'intersyndicale se doit de montrer l'exemple en s'imposant une obligation de systématiser tout communiqué officiel ayant trait à notre lutte. Si les syndicats agissent à partir de maintenant de la sorte et que les collectifs en font de même, l'unité prendra alors pleinement son sens premier. Le combat que nous menons promet d'être encore long et âpre, il ne tient qu'à nous de réellement faire changer les choses, et ceci ne pourra se faire qu'ensemble!!

Demain se prépare aujourd'hui et nous sommes suffisamment nombreux pour préparer notre rendez-vous avec Dame BERRA et XB sans que cela nuise ni à la préparation de la défense, ni au soutien indéfectible de nos trois frères d'armes. Continuer à se mobiliser en OFF pour préparer réellement un retour en ON, c'est aussi leur prouver qu'ils n'ont pas été injustement livrés en pâture à la justice Sarkozienne pour RIEN. Nous leur devons de continuer le combat....

Les décisions appartiennent maintenant aux collectifs....

Damien GUILLOU et Fabrice DEHOVE